



MANIFESTE

COMITÉ DE VIGILANCE DÉMOCRATIQUE

« Démocrates de tout le pays, unissons-nous ! »

Fréquenter une école gratuitement, cela va de soi. Se faire rembourser les soins de santé et les médicaments, cela va de soi. Pouvoir entreprendre librement, cela va de soi. Bénéficier du chômage en cas de licenciement, cela va de soi. Toucher une pension après sa retraite, cela va de soi. Accéder librement à la culture, cela va de soi. Pouvoir s'associer avec qui l'on veut, avoir le choix de ses actes, cela va de soi. Pouvoir voter pour le parti de son choix, cela va de soi.

Ça paraît tellement évident... Tous ces « droits », ces « petites et grandes choses » sont normales pour nous, mais elles ne sont pas venues là par hasard ou simplement parce que quelqu'un de sensé les a mises en place. Non, ces droits sont le fruit de combats collectifs souvent âpres et longs, qui ont transformé une société féodale en démocratie moderne. Nous étions soumis, nous voici Citoyens et Citoyennes. Que de chemin parcouru en tant de siècles de luttes ! Car des femmes et des hommes se sont battus, au prix de leur vie parfois, pour que chacun d'entre nous puisse aller à l'école gratuitement, bénéficier de la sécurité sociale, de la liberté d'entreprendre, du droit de penser et de s'exprimer librement, de voter et de choisir sa vie.

C'est ce que font mine d'oublier ceux qui, aujourd'hui, voudraient « revisiter » ces droits. Ceux-là pensent : la sécu coûte trop cher ? Remboursions moins, réduisons les pensions, supprimons les allocations de chômage. Il n'y a pas assez d'emplois ? Renvoyons chez eux les étrangers. Les banques ont dérapé et sont au bord de la faillite ? Renflouons-les avec les caisses de l'Etat. Les femmes sont moins rentables que les hommes parce qu'elles font des enfants ? Payons-les moins (ou mieux, ne les engageons pas). La dette publique est trop lourde ? Supprimons l'aide au développement. Pas assez d'argent pour les écoles et les services publics ? Privatisons-les. Impossible de former un gouvernement démocratique ? Plaçons un « homme fort » et laissons-le décider de tout. Et alors, adieu démocratie, adieu modèle social, adieu nos chères libertés. Est-ce cela que nous voulons ?

Non, répondent unanimement les associations et organismes signataires de ce manifeste et, nous en sommes sûrs, la plupart des Citoyens.

Ce que nos aînés ont conquis de haute lutte et qu'ils nous ont transmis en héritage, sachons le préserver en l'améliorant pour que nos propres enfants en bénéficient à leur tour. A aucun prix ne le laissons démanteler par l'illusion du court terme et d'un gain facile. Car ne nous leurrons pas : les économies de bouts de chandelle qui seraient réalisées en réduisant les droits des gens ne seraient que provisoires, tant les montants seraient minimes par rapport aux besoins réels. Cela équivaldrait à transmettre la patate chaude à nos enfants, qui seraient dès lors doublement pénalisés : ils devraient payer pour des droits qu'ils n'auraient plus !

Ne nous berçons pas du doux rêve qui nous fait croire que tout ce que nous avons aujourd'hui, nous l'avons pour toujours. Ne nous laissons pas aveugler par le culte de la croissance économique comme seul projet de bien-être. Défendons le respect de nos droits humains sans distinction de sexe, d'origine, de conviction. Renflouons les caisses de l'Etat en luttant efficacement contre les fraudes à grande échelle.

Prenez conscience que seul un projet de vie collectif, reposant sur des bases démocratiques stables, peut garantir un avenir durable. Soutenons les entreprises qui innovent, créent des emplois et portent des projets vraiment utiles à la société. Revendiquons une société durable, construite autour des quatre piliers économique, environnemental, social et culturel impliquant le droit à la santé, à l'éducation et au travail. Appelons les médias à renforcer une information honnête, libre et rationnelle. Appuyons-nous sur une justice égalitaire et indépendante. Mobilisons-nous pour que notre vote soit utile et que notre vigilance démocratique permette l'indispensable fonctionnement de l'Etat, des services publics de qualité et la séparation des pouvoirs. Exigeons de nos responsables politiques des gages d'éthique, de respect du bien commun et des droits humains, chez nous comme dans l'ensemble des enceintes internationales.

Pour tous ces objectifs, le Comité de Vigilance démocratique, un groupement ouvert et pluraliste, se mobilise pour le bien-être durable des citoyens dans leur plus grand nombre. Il appelle chaque citoyen, chaque association, chaque organisme en phase avec la vie sociale à la plus grande vigilance, à l'indignation face aux dérives et à un engagement de chaque instant pour préserver et renforcer notre modèle social fondé sur la liberté, l'égalité et la solidarité.

Yanic Samzun, Présence et Action Culturelle(PAC) ; Bernard Noël, CGSLB Syndicat libéral ; Sabine Slegers, De Liberale Vakbond ACLVB ; Daniel Van Daele, Fédération Générale des Travailleurs de Belgique (FGTB) / Eddy Van Lancker, De socialistische vakbond (ABVV) ; Guy Bricteux, Centre Libéral d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel (CLARA) ; Dominique Dauby, les Territoires de la Mémoire, Jean-Pascal Labille, Union Nationale des Mutualités socialistes ; Dr Guy Peeters, Nationaal Verbond van de socialistische Mutualiteiten ; Dominique Plasman, les Femmes prévoyantes socialistes ; Pierre Galand, le Centre d'Action Laïque ; Sonja Eggerickx, de Unie Vrijzinnige Verenigingen-DeMens.nu ; Edouard Denoël, Union Nationale des Mutualités Neutres ; Emmanuelle Delplace, Ligue des droits de l'Homme.

